



Paris, le vendredi 4 décembre 2009

## STADE DE SPORTS MECANIKUES EN ILE DE FRANCE : LA FFM S'INTERROGE

COMMUNIQUE

Après l'annonce faite par le Président de la Région Ile de France, M. Jean-Paul Huchon de s'opposer au principe même d'un circuit qui pourrait accueillir de grandes manifestations de sports mécaniques en Ile de France, la FFM s'interroge sur les motivations qui ont conduit à une telle déclaration du Président de la Région.

Il apparaît en effet surprenant, dans un contexte où les Français ont réaffirmé récemment leur attachement aux sports mécaniques à travers un sondage Ipsos, que certains dirigeants politiques déclarent considérer ce projet comme contraire au principe du Grenelle de l'environnement.

La FFM rappelle que l'impact sur l'environnement en terme de production de gaz à effet de serre des sports mécaniques est totalement insignifiant et très largement compensé par l'apport en innovations technologiques.

Bien entendu, des études sérieuses doivent être menées afin d'installer cet équipement dans la zone la plus appropriée au plan écologique.

Par contre, la Fédération ne comprend pas que l'on refuse pour des raisons dogmatiques, dans un but purement électoraliste, une telle réalisation dont l'apport sur le plan socio-économique et du rayonnement de la France serait considérable.

Cette infrastructure qui permettrait l'accueil de grandes manifestations internationales (Grands Prix auto et moto) serait également de nature à contribuer à développer des actions de formation et de sécurité routière telles que celles réalisées de longue date sur le circuit Carole.

La FFM est persuadée qu'être écologiste aujourd'hui ne doit pas conduire à éradiquer toutes activités humaines, notamment celles qui ne représentent aucun enjeu significatif en matière d'environnement.

Enfin les dirigeants politiques de notre pays doivent savoir qu'il n'est pas certain que les 100 000 membres de la FFM et leurs proches apprécient que pour des raisons démagogiques, leur passion soit éradiquée sur l'autel d'une pensée unique et qu'ils le fassent savoir lors des prochaines échéances électorales.

Le Service Communication